

# Des questions qui font débat.

## Présentation

*Ce texte est un texte de débat sur un sujet sur lequel Aplutsoc n'a pas de position comme tel mais souhaite organiser un vrai débat. Il a été terminé le mardi 27 octobre et a donc été entièrement écrit avant l'assassinat de 3 personnes dans une église à Nice ainsi que la mort d'un "identitaire" à Avignon le jeudi 29 octobre.*

**L'assassinat de Samuel Paty**, la réaction enseignante et populaire spontanée, la rapide mise en place, prévisible, d'une opération d'union nationale, les menaces de dissolution de certaines organisations notamment le CCIF (mais ce n'est pas fait), exigent de nous l'organisation d'un débat sur des sujets qui en effet font débat dans le mouvement ouvrier et démocratique et parmi les militants révolutionnaires. Sauf qu'à ce jour ce débat a souvent plus consisté en invectives et vexations mutuelles qu'en discussions fraternelles et organisées (ceci est une remarque générale, qui participe du constat de la crise, également intellectuelle et morale, des organisations « révolutionnaires » héritées du siècle dernier).

**Aplutsoc** est traversé par ce débat, car naturellement l'unanimité n'a jamais été notre intention. Nous souhaitons jouer un rôle de centre politique, diffusant largement analyses, informations, propositions, actions, afin de contribuer à la formation d'un parti révolutionnaire et démocratique (« révolutionnaire parce que démocratique et démocratique parce que révolutionnaire »). Pour ce faire nous nous sommes donnés quelques points d'ancrage : poser systématiquement la question du pouvoir, la poser partout en récusant le « campisme », et intégrer notre héritage programmatique sans testament, celui des luttes révolutionnaires, pour l'utiliser en le faisant fructifier mais sans l'opposer comme un grigri aux mouvements réels. Dans ce cadre, il y a place pour bien des débats, en fonction des besoins.

Je ne prétends pas ici amorcer « tout » le débat ou tous les débats tournant autour de la laïcité, les classes, races et genres, l'antisémitisme, la question palestinienne, etc. Mais seulement introduire quelques points qui me semblent importants, liés à l'actualité immédiate, mais en allant tout de même au fond du sujet.

## Retour sur le crime et son contexte.

Sans que cela ne change rien à la qualification du crime lui-même, sur laquelle je reviendrai un peu plus loin, il importe de revenir sur ce que l'on sait où peut reconstituer des faits dans et autour du collègue de Conflant, les jours précédents.

Il apparaît que Samuel Paty était, comme on dit, un prof « reconnu » (et pas un prof en difficulté, qui aurait aussi bien pu être ciblé et détruit). Il se trouve que comme il est originaire de l'Allier, je connais deux collègues qui l'ont eu comme élève et que connaissant son terroir d'origine on est sans doute là dans de la « roche sociale » bien marquée, dans un milieu où la conscience morale se passe de religion. Son cours sur la liberté d'expression n'était pas une première, il le refaisait chaque année vers cette période. Comme l'ont indiqué après son assassinat les témoignages publics de ses élèves, y compris musulmans, ce cours les intéressait, et il montrait telle ou telle caricature à un moment donné, tout en

prévenant par avance que ceux qui ne souhaitent pas les regarder pouvaient sortir 5 minutes ou fermer les yeux, cela sans parler de « musulmans ». Nous pouvons en outre remarquer que, du point de vue de la laïcité bien comprise, un « Enseignement Moral et Civique » (souvent confié aux profs d'Histoire-Géo) n'est pas sans poser problème. Quoi qu'il en soit ce professeur ne faisait en l'occurrence que mettre en œuvre les programmes officiels.

L'affaire a commencé suite à son cours avec une brève vision des dites caricatures, les 5 et 6 octobre, dans les deux classes de 4° de S. Paty. Un parent d'élève, M. Chnina, s'est prévalu du témoignage de sa fille pour affirmer que S. Paty avait demandé aux « musulmans » de sortir puis avait montré une « image pornographique ». On a su par la suite que la jeune fille, « élève à problème » (avec un tel père on peut penser qu'il ne pouvait guère en être autrement ...) avait été exclue deux jours et n'avait pas, en réalité, assisté au dit cour. Ce parent d'élève a publié deux vidéos très agressives donnant le nom du collègue et traitant le professeur de « voyou » à chasser de l'enseignement et à « stopper » par tous les moyens nécessaires, la première le 7 octobre, la seconde quelques heures avant le crime. Ces vidéos ont circulé massivement, y compris en Algérie, et via plusieurs mosquées et réseaux politico-religieux. Sur les réseaux sociaux le nom et les coordonnées de S. Paty ont été rendus publics, clairement dans l'intention de s'en prendre à lui. M. Chnina a porté plainte. Convoqué au commissariat, S. Paty a à son tour porté plainte pour diffamation. La rumeur parcourait les élèves et le collègue et S. Paty se sentait clairement menacé, insulté et ciblé. Il avait contacté le SNES-FSU, au plan syndical.

Le père s'est rendu au collège et y a été reçu accompagné du prédicateur Abdelakim Sifrioui, personnage politico-religieux, interlocuteur « officiel » du ministre de l'Intérieur N. Sarkozy au début des années 2000, alors engagé dans les négociations pour instaurer un « islam de France » (selon sa notice Wikipédia il était alors interviewé par le journal catholique *la Vie*, en 2003), puis collaborateur de l'antisémite Dieudonné, fondateur du groupe « Cheik Yassine » (une des antennes du Hamas en France), en contact avec de nombreuses officines d'extrême-droite et autres groupes confusionnistes. Reçus au collège, donc, ils ont aussi téléphoné ensemble au rectorat et ledit prédicateur a affirmé qu'on lui avait promis de « sévir » envers ce prof, ce qui sera démenti, après la mort de celui-ci, par le rectorat de Versailles, qui n'a cependant rien fait, ni sur le plan public, ni sur le plan juridique, pour défendre S. Paty, et a déclaré lui avoir apporté un soutien en parole via la venue d'inspecteurs et de « référents laïcité » dont on ignore en fait s'ils ont réellement soutenu ce professeur – il est permis d'en douter.

M. Chnina a aussi fait venir le CCIF, qu'il avait appelé à contacter dès sa première vidéo, et qui a engagé, selon les termes de son communiqué, des « vérifications d'information », lesquelles avaient conduit à un « premier témoignage » confirmant les accusations d'islamophobie (à savoir le fait d'avoir demandé qui est musulman et avoir fait sortir ces élèves, accusations largement infirmées depuis). Le CCIF ne précise pas si ce premier témoignage d'élève, qu'il avait donc recueilli en commençant à enquêter parmi les élèves mineurs, était celui de la fille du même parent, ou d'un autre. Dans un second communiqué publié trois jours plus tard le CCIF affirme avoir demandé au parent de retirer sa vidéo (ce que celui-ci n'a pas fait).

Le meurtrier, Abdoullakh Anzorov, était issu d'une famille de réfugiés tchéchènes, natif de Moscou, devenu salafiste depuis, semble-t-il, un an et demi. Rappelons que la Tchétchénie a subi une répression coloniale massive et violente et est aujourd'hui administrée par un séide de Poutine, dont on se demande parfois qui des deux « tient » l'autre, Ramzan Kadyrov, qui se présente comme défenseur de

l'islam, mais adversaire du salafisme, proclame régulièrement au monde entier qu'il est un « pas-Charlie », et fait torturer les homosexuels. Le jeune meurtrier a mis en œuvre la technique de décapitation exposée par Daesh sur Instagram. Peu au fait des différences existant entre groupes islamistes, il a eu des contacts – en russe – avec des militants d'Hayat Tahrir al-Cham, principale organisation islamiste armée dans la poche d'Idlib, en Syrie, malgré l'opposition de la majorité de la population réfugiée, organisation qu'il semble avoir plus ou moins confondue avec Daesh (comme la plupart des journalistes ...). Au lieu de se coordonner avec les services policiers russes pour surveiller la diaspora tchétchène, ainsi que le fait M. Darmanin (avec le soutien de J.L. Mélenchon), il y aurait lieu de s'étonner qu'un jeune résidant en France ait des échanges en ... russe, avec la principale organisation islamiste d'Idlib dont les représentants s'expriment généralement en arabe ... Enfin, A. Anzorov aurait eu des contacts sur WhatsApp avec M. Chnina le jour du crime.

Il apparaît assez clairement que la campagne déclenchée par M. Chnina et le fasciste-islamiste Sefrioui a créé les conditions dans lesquelles le jeune meurtrier a surgi, sans que tel ait été le but recherché : le but recherché était une campagne de masse contre « l'islamophobie » visant un professeur d'Histoire-Géographie de collège, et espérant obtenir, fut-ce au nom de l' « apaisement », un déplacement du fonctionnaire attaqué, et surtout un « débat public » sur les atteintes à la « liberté religieuse » en France. Le CCIF ne semble pas avoir été à l'initiative mais, impliqué, il aurait eu tout naturellement sa place, et une place importante, dans une telle opération.

Imaginons en effet un instant que le meurtrier endoctriné par Daesh n'a pas agi. N'allait-on pas tout droit vers une « affaire d'islamophobie » médiatique ? Les conditions n'étaient-elles pas réunies pour que le CCIF constate qu'en effet, M. Paty semble bien avoir discriminé les élèves musulmans, ce à quoi, nous aurait-on dit, la mauvaise habitude, déjà islamophobe en elle-même, de montrer lesdites caricatures, ne pouvait d'ailleurs que conduire, car soit les enfants musulmans, à l'école publique, sont brimés, soit ils sont discriminés ? Déjà que, nous aurait-on dit encore, les filles ne peuvent pas porter leur voile à l'école, à moins de ne pas s'y rendre, là, tous les pauvres petits enfants musulmans sont obligés de regarder des horreurs blasphématoires à leurs yeux ou de se dénoncer par avance pour être envoyés dans le couloir ...

Allons un peu plus loin et demandons-nous si nous n'allions-nous pas avoir là, attendant leur condensation facile à imaginer, les éléments d'une reprise de la « marche contre l'islamophobie » qui, voici un an, a réuni environ 12 000 manifestants (chiffre, faible malgré le soutien de la plupart des directions politiques de gauche et syndicales, donné dans la journée par le NPA, puis retiré), dont le gros des troupes était fourni par les femmes marocaines structurées par le mouvement Al Adl Wal Ishane, présent aussi bien dans la Manif pour tous avec les cathos intégristes, que dans le collectif Mamans toutes égales avec la FCPE, ce que les braves militants de gauche radicale motivés « contre l'islamophobie » ignoraient, mais ce que les Algériens du Hirak, réunis à République, savaient bien, qui, souvent musulmans, ou non, ont tourné le dos à cette manifestation ?

Rappelons que, dans la lutte des classes réelle, cette manifestation a joué un rôle : au moment précis d'une série de graves mesures anti-migrants prises par Macron, flirtant avec le racisme, annoncées par le président de la V<sup>e</sup> République dans la publication anti-migrants et antisémite *Valeurs actuelles*, nous avons, au lieu de la mobilisation antiraciste et démocratique nécessaire, cette manifestation minoritaire, demandant à Macron de sévir contre les « islamophobes ».

Et si on avait eu un essai de la même chose cet automne, autour de la figure « islamophobe » d'un « prof » « universaliste et laïque », un « laïcard blanc » comme on aime à dire dans certaines sphères ?

Ceci aurait pu permettre, en relation avec les discussions au sommet entre ministres, imams, et évêques, d'amender et d'améliorer la « loi contre le séparatisme » que Macron venait juste d'annoncer, en rappelant aux professeurs leurs « droits et obligations », dont celle d'inculquer les « valeurs républicaines », mais dans le « respect dû aux religions », Islam « de France » comme Église « de France »  
...

Bon, j'arrête là ma petite séance imaginaire provocatrice (provocatrice à la réflexion, j'espère), mais il faut bien admettre que les conditions étaient réunies et qu'un Samuel Paty non décapité risquait fort de devenir un « islamophobe » conpue par les bien-pensants extrême-gauche comprise, peut-être déplacé au grand regret de ses élèves musulmans ou non, ou récupéré par d'autres forces politiques, bref ...

Ce qui condamne à la réflexion et à la discussion nos camarades pour qui l' « islamophobie » a remplacé le racisme, dans cette affaire, est la proximité qu'elle exhibe entre une partie de leurs propres discours, celui du CCIF, et celui des professeurs ... de décapitation. J'ai bien écrit proximité, pas complicité : mais la cible, l'homme décapité, pouvait idéalement incarner le « laïcard blanc », l' « universaliste oppresseur », le « républicain dominateur », et il avait commencé à être désigné ainsi. N'a-t-il pas été odieusement massacré pour son « islamophobie » ? Comme c'est d'ailleurs le cas de près de 270 personnes en France, de toutes origines et religions, massacrées parce que juives, parce que profs, parce que dessinateurs de tradition anticléricale-libertaire, parce que fêtards nocturnes, parce que prêtre ?

C'est dur, c'est rude, mais ce n'est pas provocateur de le dire : c'est ainsi, et on ne saurait s'en détourner. Il est temps au contraire de regarder ce qui est de face au lieu de jouer les vierges effarouchées par tant d' « islamophobie », faisant ainsi le jeu et du racisme anti-arabes et de l'islamisme politique.

#### **« Cela n'a rien à voir avec la religion ».**

Et l'on ne peut pas non plus se contenter de dire « crime fasciste » et estimer que « la religion » en est quitte, ou que la « foi » n'a rien à y voir. Lors des crimes de janvier 2015, je me rappelle avoir scandalisé quelques idéologues en qualifiant le crime de fasciste. Comme il était censé avoir été commis par des malheureux, ce ne pouvait être des fascistes (alors qu'il s'agissait d'antisémites armés par des réseaux d'extrême-droite « blanche », ce qui n'a rien de contradictoire avec l'islamisme !). Maintenant qu'un prof de base se fait décapiter, on ne peut plus combattre le mot « fasciste », il s'est imposé. Alors on érige un deuxième barrage : « si c'est du fascisme ça n'a donc rien à voir avec la religion ».

Reconnaissons que cette antienne est tout autant voire plus mise en avant, par des militants areligieux voire antireligieux, mais peinant à synthétiser dans leur esprit l'horreur que suscite en eux ce crime, et l'image qu'ils ont souvent de l'islam comme nécessairement opprimé, et en France forcément victime de discrimination, que par des camarades ayant une religion. Les camarades sérieusement religieux souvent savent, eux, que ce sont bien des éléments idéologiques religieux qui sont au cœur de l'islamisme politique, bien entendu. Il s'agit de religion, il s'agit de foi, certes pas les mêmes que les leurs.

Et ceci vaut aussi pour les mouvements évangéliques, pentecôtistes et autres, qui portent les Trump et les Bolsonaro, ainsi que pour les partisans de l'*hindutva*, pour les bouddhistes persécutant les musulmans Rohingyas, ou pour les colons religieux en Cisjordanie.

Certains pensent de bonne foi qu'en affirmant « cela n'a rien à voir avec la religion » ou « cela n'a rien à voir avec l'islam », ils évitent le piège de ceux qui rendent coupable « l'islam » en général, voire exigent que tout musulman, en tant que musulman, ait à se justifier sur ce crime, comme s'il avait fallu demander à tout chrétien, en tant que chrétien, de se justifier sur les massacres de Christchurch ou les crimes d'Anders Breivik, voire du génocide commis contre les Tutsis du Rwanda.

Il n'est pas question de cela, mais de comprendre qu'on ne combattra aucun intégrisme religieux, et surtout pas les courants fascistes ou fascistes d'inspiration religieuse, en faisant l'impasse sur leur dimension religieuse. S'il n'y a pas lieu de « diaboliser » les religions en tant que telles, il n'y a plus de raisons de les exempter de l'analyse et de la critique sociale indispensables à tout combat pour l'émancipation humaine.

Au risque de surprendre certains camarades, je dois dire que je suis dubitatif sur le fait que les religions disparaissent un jour, tant la capacité humaine de production des conditions sociales d'existence et d'autoproduction des besoins comporte une dimension fondamentale de production symbolique. Bien entendu, les blocs culturels riches et contradictoires, formés notamment par les « grandes religions » (les trois monothéismes et leurs variantes, et les religions dites asiatiques) seront profondément remués et renouvelés par le passage à une société humaine se réappropriant, par l'abolition du rapport social capitaliste, ses conditions d'existence et d'autoproduction, mais rien ne permet d'affirmer qu'ils disparaîtraient.

Il est, d'un autre côté, indéniable que les « grandes religions », phénomènes sociaux et idéologiques universalistes dans leur diffusion, ont participé des rapports de production fondés sur l'exploitation de classe en les étayant et les consolidant, et se sont toutes adaptées aux rapports sociaux capitalistes, certaines d'entre elles s'y prêtant remarquablement – Marx avant Weber notait que c'était bien le cas du christianisme, surtout dans ses formes protestantes et déistes, mais l'expérience montre une très grande capacité « capitaliste » de l'islam sunnite et, par ailleurs, du confucianisme, notamment. Les couches de religieux professionnels (clergés, oulémas, mollahs, brahmanes ...) se sont toutes incorporées aux classes dominantes, ou à leur service, dans plusieurs modes de production successifs.

Si une position anticléricale, à l'encontre de ces couches, matricielles pour les idéologues professionnels dans les sociétés de classe, que furent les corporations de prêtres, semble donc relever nécessairement d'un point de vue révolutionnaire, la question des religions elles-mêmes ne saurait être traitée selon une ligne univoque, hostile ou favorable.

Beaucoup des militants formés dans l'idéologie dominante des années 1990-2010, sur laquelle je reviendrai plus loin, s'imaginent que leurs prédécesseurs étaient des ignares obtus sur ce sujet. C'est cette croyance qui relève d'une représentation ignare et obtuse de notre propre histoire. A ceux qui aimaient citer Marx sur « l'opium du peuple » ont répondu, plus que de mesure, ceux qui préfèrent (dans le même paragraphe du même texte du jeune Marx) la présentation de la religion comme « cri de la créature opprimée », les uns et les autres ayant souvent tendance à oublier que, citation pour citation, ce texte commence par le constat de ce que « la critique de la religion est la condition de toute critique ». Ni diabolisation (sic !), ni sanctuarisation (re-sic !), la critique de la religion s'impose – intégrant le fait que, d'un point de vue personnel et en ce sens « privé », tout sujet humain raisonnable qui réfléchit se confronte aux questions mêmes auxquelles les religions disent répondre et se confronte donc aussi à l'appréhension des dites réponses.

## Loi vs. Prophètes.

Les trois monothéismes sont tous largement structurés par une tension entre l'aspiration à un autre monde, au royaume de Dieu sur terre, au millénium ... (le « cri de la créature opprimée », qui retentit magnifiquement au VI<sup>e</sup> siècle av J.C. chez le prophète Amos ...), et l'affirmation légalitaire, littéraliste, parfois maniaque, de l'obéissance ici-bas, et la relation complexe entre ces deux dimensions – entre « la Loi » et « les Prophètes ».

Le judaïsme joue ici un rôle fondateur en élaborant, entre l'insurrection des Maccabées et celle de Bar Koziba (170 av JC- 134 ap. JC) la thématique non seulement du messianisme, mais de l'apocalyptique et de l'eschatologie. Dès cette époque cette thématique idéologique promet l'avènement du Royaume de Dieu sur terre, tout en ramenant cet avènement à un rigorisme religieux qui contredit directement l'aspiration libératrice, ou en le convertissant en un mythe grandiose relatif à la fin des temps (de la société, de l'histoire, du cosmos, du temps lui-même), comme « Jugement dernier » dont l'initiative ne devrait rien devoir à l'action humaine historique. Deux façons de se nourrir de l'aspiration à changer le monde, et même de la cultiver, tout en la corsetant et en la brimant, mais du coup, en la reconduisant toujours.

Le christianisme est lui-même né de ces contradictions. L'islam s'impose dans une période de crise d'effondrement, vécue comme une fin du monde, à Byzance et en Perse, et y répond. Son très grand dynamisme initial correspond à l'idée de la réalisation directe du règne de Dieu sur terre, nourrissant et se nourrissant d'une aspiration égalitariste, fraternelle et universaliste extrêmement puissante, tout en reproduisant, en les élargissant, tous les rapports sociaux d'oppression et d'exploitation existant. L'islam connaît de ce fait, de manière quasi continue à peu près de l'Hégire à son V<sup>e</sup> siècle (et plus longtemps dans le chiisme), une série continue de ruptures révolutionnaires, prétendant soit abolir la Loi, devenue ici la charia, soit la réaliser prestement en vue de la dépasser le lendemain. La perte du dynamisme des grands réseaux marchands et urbains des sociétés arabo-islamiques va avec l'évolution de l'islam sunnite dans le sens de la reconduction de toute aspiration libératrice dans l'affirmation légalitaire. Son millénarisme se ferme et un long processus de réaction, marqué notamment par les noms de Ibn Hanbal, Ghazali, Ibn Taymiyya, s'affirme, qui a façonné le visage dominant de l'islam sunnite, celui de la charia et du patriarcat. Ce blocage a été analysé pour la première fois, dans son contenu social, par Ibn Khaldoun.

C'est alors le christianisme médiéval qui est rongé de l'intérieur par les aspirations révolutionnaires religieuses, tout au long des siècles de l'essor médiéval européen. L'agitation européenne prend d'une certaine manière le relais des révolutions islamiques, à partir en gros de l'an Mil. A la différence des promesses faites, depuis l'auto-vitrification de l'islam sunnite, par les Mahdis successifs, tous fanatiques de la charia, les grands hérétiques du catholicisme médiéval, comme François d'Assise a failli l'être avec la thématique de l'Amour, se dirigent vers la sortie des règles et vers l'émancipation, revendiquée de façon explosive dans les révolutions des XIV<sup>e</sup> (lollards et ciompi ...), XV<sup>e</sup> (tabarites ...), XVI<sup>e</sup> (Thomas Münzer), XVII<sup>e</sup> siècles (levellers, diggers ...), mais les réformateurs et les contre-réformateurs ont maintenu ou ramené les Églises réformées et l'Église catholique dans les clous du maintien de l'ordre, au prix là encore d'une stérilisation du champ proprement religieux. En raison des conditions sociales, ceci a alors laissé un champ ouvert croissant aux Lumières et à la formation des grandes idéologies laïques, dont les liens avec les contradictions de l'idéologie religieuse sont évidents (il faudrait aussi évoquer la part prise par le judaïsme dans les processus arabo-musulmans puis européens-chrétiens).

Un mouvement de « libération » ayant pour programme la charia, c'est-à-dire l'oppression, cristallisée dans le statut des femmes : tel est le caractère contradictoire, faussement révolutionnaire, c'est-à-dire contre-révolutionnaire, de l'islamisme politique depuis ses origines. Si la motivation religieuse a marqué de nombreux combattants – et combattantes – anticoloniaux, l'islamisme politique en tant que tel n'a pas joué de rôle moteur dans les luttes anticoloniales, et les administrateurs coloniaux, loin d'être « islamophobes », ont vu dans l'islam un instrument de gouvernement et d'obéissance. L'islamisme politique de masse, moderne, arrive après coup, quand stalinisme et nationalisme bourgeois ont fait leur office. Son programme tient en deux mots, umma et charia, et se concentre sur un symbole qui est en même temps un instrument très concret d'oppression : le voile.

Umma signifie que la société humaine doit être une société religieuse, structurée par la religion. La charia est donc la loi religieuse supposée s'appliquer à cette société. Laissons de côté ici les abondantes exégèses visant à établir si tout cela est « dans le Coran » ou non (l'obligation du port du voile n'y est pas !). Que cela s'y trouve ou non, en tout ou en partie, n'est pas la question du point de vue de la démocratie. De ce point de vue, il est tout simplement exclu que la religion dicte sa loi à la société, exclu que la société humaine soit définie comme religieuse.

Or il s'agit bien là, non seulement du programme de l'islamisme politique, mais de la définition dominante de l'islam, y compris lorsqu'il est censé être « modéré » : sunna et oumma sont incontournables. Un monothéisme simple et strict soutenant un effort (djihad) continu se traduisant dans des comportements individuels (prière, hadj, étude) : un islam même rigoriste se concentrant, se réduisant à cela, est déjà un islam réformé. L'islam du prophète, du Coran, des califes et de leurs successeurs, est une société régie par une « loi » – et parfaitement compatible avec une insertion totale dans le mode de production capitaliste et les circuits financiers du capital, comme le montre l'exemple, nullement périphérique mais central, du régime totalitaire saoudien (mais aussi de l'Iran, bien entendu). Et la surenchère en matière de « pureté » par rapport au régime saoudien, de la part de bien des salafistes puis d'al-Qaida et de Daesh, n'a absolument rien modifié à cet égard.

Le discours de recrutement de Daesh est un discours eschatologique et apocalyptique héritier de plus de deux millénaires de ces thématiques dans les religions monothéistes. Qu'il soit présenté dans une forme hollywoodienne kitsch n'y change rien. L'islam sunnite dans ses formes majoritaires avait neutralisé de longue date ses propres tendances millénaristes et révolutionnaires, en les inversant dans le littéralisme et le sexisme. Daesh est en continuité avec cela, tout en franchissant le seuil du retour affirmé au « califat » et de l'enrégimentement de couches sociales appauvries : son caractère fascisant relève aussi de traits sociaux communs à ceux du fascisme, financement par le grand capital compris (une partie de la rente pétrolière puis, un temps, les propres revenus du « califat » faisant affaires par exemple avec la firme Lafarge).

Son caractère fascisant a bien pour noyau idéologique une série de représentations religieuses concernant la guerre eschatologique et la fin des temps, ainsi que l'avènement d'un ordre juste (ce qui, en contexte chrétien, s'appelait le millénium), mais ne mettant pas en cause les hiérarchies terrestres de la propriété et du patriarcat, bien au contraire.

Le parallélisme de la construction idéologique à laquelle nous avons affaire ici, est d'ailleurs frappant avec le millénarisme chrétien des mouvements de réveil protestants qui dominent les milieux sociaux de la base trumpiste et de la base bolsonariste - alors que, malgré bien des contradictions, la composante

millénariste de la théologie dite de la libération, essentiellement catholique, comporte, elle, une dimension de transformation sociale.

En somme, Daesh, c'est la révolution sans révolution, comme le fascisme. Daesh et l'islamisme en général se réclament d'un ordre social terrestre présenté comme religieux, celui de la charia dans l'islam traditionnel, qui avait été opposé aux projections eschatologiques rompant avec la « Loi » et la charia parmi les courants chiites, ismaéliens, soufis, des origines (et dans une certaine mesure dans cet « islam des origines » lui-même auquel l'ensemble des courants islamistes se réfèrent). Insistons-y : la dimension idéologique la plus « fasciste » de Daesh, à savoir cette promesse de « révolution » préservant propriété et patriarcat, dans un combat eschatologique de fer et de sang contre les incroyants, consiste dans son cœur religieux, je dis bien religieux.

Si l'on se récrie devant cette analyse, qui est à mon avis un constat important concernant non seulement Daesh, mais les millénarismes contemporains contre-révolutionnaires, en la prétendant soit « islamophobe » soit plus largement « antireligieuse », on se prive de la compréhension d'un ressort tout à fait essentiel du recrutement de ce type d'organisation, qui sait très bien associer une théologie certes pauvre, mais riche en représentations, au fantasme de l'engagement total dans l'orage d'acier de la fin des temps, cher voici un siècle aux idéologues du fascisme européen. Ceux-ci n'étaient pas des idéologues religieux, en tous cas ils ne s'inscrivaient pas dans une tradition religieuse (bien que l'existence comme telle de l'Église catholique et de l'Église évangélique luthérienne, liées à l'État qui plus est, n'ait pas été mise en cause par les régimes fasciste et nazi).

Dans l'islamisme d'Al-Qaïda et plus encore de Daesh, et tendanciellement aussi dans les promesses « sociales » de l'islamisme plus massif lié de près ou de loin aux Frères musulmans, d'une part, aux représentations sociales du salafisme, d'autre part, ainsi que, de manière plus affirmée avant que ne survienne la concurrence d'Al-Qaïda puis de Daesh, dans l'islamisme chiite, la promesse eschatologique de la fin des temps, amenée par le combat des croyants qui seront les élus, ressemble à ce qu'avaient été les promesses « révolutionnaires » du fascisme, en ce que dans les deux cas il y a préservation de l'ordre social existant quant à la propriété, au capital, et quant à la famille, à la domination masculine.

#### **Tout autre chose qu'un simple foulard ...**

Celle-ci (la domination masculine), que cela plaise ou non et quoi que racontent diverses et divers idéologues, se cristallise dans le « voile », terme imprécis d'ailleurs (ce qui permet de jouer de la confusion avec des foulards traditionnels ou non) : il s'agit des caches religieux visant les visages féminins ou plus encore (burka, niqab, hilibab, hidjab, et tchador chiite) et éventuellement de variantes plus récentes (« burkini »).

De manière récurrente, le voilage des femmes est, non pas pratiqué en permanence, mais relancé à tel ou tel moment historique, dans les sociétés proche et moyen-orientales (sa première attestation certaine se situe dans l'empire assyrien au IX<sup>e</sup> s. av. JC, donc sous l'égide d'un pouvoir s'affirmant comme dominateur, patriarcal et violent ; Paul de Tarse, dit saint Paul, le préconise dans la 1<sup>re</sup> Épître aux Corinthiens, ce qui indique qu'il n'était pas forcément pratiqué dans la société et dans les premiers groupes chrétiens ; le calife fatimide al-Hakim aurait voulu l'imposer en Égypte ; les « réformateurs » almoravides et surtout almohades au Maghreb et le courant littéraliste d'ibn Taymiyya depuis le XIII<sup>e</sup> s. veulent l'imposer, et, à la même époque, le voyageur bigot ibn Batouta découvre avec effroi en Afrique



subsaharienne des femmes musulmanes « nues » ; etc. – et rappelons aussi qu'en contexte chrétien, le voile revêt les nonnes.

A l'époque capitaliste, le régime totalitaire saoudien et les islamistes prétendent que l'uniformisation visuelle de la société, mise au pas au moyen du voile féminin, complété par un uniforme masculin qui en est le symétrique inversé puisqu'il exhibe la pilosité qui est censée être une incitation sexuelle chez les femmes, réalise un ordre vertueux qui serait l'opposé de la diversité, de la licence et de l'impudeur « occidentales ». En fait, par un paradoxe qui n'est qu'apparent, l'uniformité qu'ils réalisent correspond parfaitement à une société capitaliste d'individus atomisés, neutralisés, réduits à des acteurs de l'échange marchand et de la circulation-accumulation du capital, et s'avère être une forme parente, mais forcée, de l'atomisation « occidentale » des individus réduits à leurs petits mois sans contenu sujets de l'échange.

Mais le voile comme élément actif, dynamique, de la lutte des classes, est le produit de la contre-révolution islamique chiite iranienne, à partir de 1980. Contre la révolution prolétarienne en Iran qui avait commencé à disloquer État et armée, la reconstitution de l'État capitaliste s'est faite sous le mot d'ordre central qu'était « les femmes sous le voile », mis en œuvre par les milices de soi-disant « déshérités », c'est-à-dire de flics et de lumpen, attaquant physiquement pendant des semaines des manifestations de centaines de milliers de femmes refusant le voile. A la manière des mouvements fascistes la contre-révolution islamique en Iran fut la première forme d'islamisme arrivant vraiment à se présenter comme « anti-impérialiste » et par là révolutionnaire. La mise au pas des femmes était affirmée, et réalisée, comme mise au pas de toute la société. Tout discours, d'extrême-gauche ou non, sur la « question du voile », qui ignore cette fondation historique, qui plus est assez récente tout de même, se caractérise par là-même comme pétri d'ignorance et dénué d'internationalisme.

L'impact de l'Iran a produit une sorte d'émulation en milieu sunnite. En 1989 éclatent, et sont immédiatement montées en épingle, les « affaires de voile » dans des établissements scolaires français. Alors que jusque-là l'acquis laïque, issu des luttes sociales et démocratiques ayant affronté l'Église catholique, de l'absence de signes religieux visibles à l'école publique, avait prévalu, des opérations sont montées autour de jeunes filles volontaires et militantes qui veulent arborer leurs signes religieux à l'école. Elles sont montées autour du thème de la liberté et non de l'obligation : « c'est mon choix », disent-elles, et ce choix serait même, disent certains, émancipateur (puisque « c'est leur choix »), révolutionnaire pourquoi pas, anti-impérialiste sans doute, etc., et même féministe.

Il est tout à fait évident que le port du voile peut avoir des motivations diverses et que, dans des luttes communes, de même que des femmes et des travailleurs de différentes religions et sans religions peuvent se côtoyer, on peut se côtoyer avec des femmes voilées (je noterai toutefois que lorsque ceci m'est arrivé - bien entendu et n'en déplaît pas aux représentations fantasmagoriques de certains sur les « laïcards » - il s'agissait plutôt de « foulards » traditionnels maghrébins). Il est non moins évident que la promotion de tel ou tel symbole idéologique, quelles que soient les confusions entretenues avec la mode et l'individualisme marchand, n'a rien de neutre dans le cadre de la lutte des classes à l'échelle mondiale, où le voile est un emblème non pas émancipateur, mais violemment contre-révolutionnaire.

Lorsque les révolutions prolétariennes et démocratiques se sont répandues en chaîne en Tunisie, Égypte, Syrie ..., et plus récemment au Soudan et en Algérie, les mouvements de masse des peuples arabes se sont tous heurtés violemment aux islamistes et aux religieux. Nulle part la religion n'a été l'épine dorsale

du combat social et démocratique, bien au contraire – ce n'est que dans les zones libérées de Syrie, et après coup, une fois qu'elles étaient prises en tenaille entre les tortionnaires de Bachar et les islamistes de Daesh, que des mouvements islamistes se sont accaparés une partie de leur défense. Au Burkina, les islamistes attaquent les écoles et décapitent les femmes « mal voilées » : ces attaques visent à effacer la dimension sociale, démocratique et nationale, révolutionnaire, des luttes de tout un peuple.

Le courant islamiste qui pousse jusqu'au bout le message contre-révolutionnaire du voile, c'est Daesh. Les femmes, bonnes musulmanes voilées, y sont la propriété individuelle des hommes du califat, et les autres femmes, les prisonnières, sont la propriété collective des mêmes hommes, sous la forme de l'esclavage et notamment de l'esclavage sexuel. La réminiscence de rapports sociaux esclavagistes, que l'on retrouve chez les islamistes du Nord-Mali ou dans Boko Haram, ne doit, là non plus, pas s'interpréter seulement comme un archaïsme ou un simple obscurantisme : il s'agit d'un phénomène moderne, réalisant tout le potentiel contre-révolutionnaire et oppressif du principe de départ posé avec la proclamation du port du voile par les femmes.

Pour revenir à la France, les « affaires de voile » lancées à partir de la fin des années 1980 ont été le point de départ de la mise en place d'une tenaille anti-laïque et anti-démocratique, mettant en avant d'une part des musulmans censés être opprimés en tant que minorité religieuse, et d'autre part le Front national, puis de plus larges secteurs des partis de droite, du centre voire de gauche, intégrés à la V<sup>e</sup> République, mettant en avant le mot « laïcité » à l'encontre des pratiques musulmanes tenues pour empêcher une intégration républicaine confondue avec une assimilation culturelle. De part et d'autre, le caractère moderne, contre-révolutionnaire, de la promotion du port du voile (y compris quand elle est menée par des militantes qui disent défendre « leur liberté de choix »), est totalement ignoré : au fantasme d'un voile libérateur envers « l'Occident », d'un côté, répond le fantasme d'un islam « arriéré » qu'il faudrait « éduquer », de l'autre.

Notons toutefois une chose : malgré la tenaille des religieux soutenus par des idéologues d'extrême-gauche, d'une part, et des partis dominants de tradition impérialiste et colonialiste se revendiquant illégitimement d'une « laïcité » que beaucoup avaient combattue ouvertement jusque-là, d'autre part, et malgré le caractère à la fois hypocrite (les signes religieux doivent être « non ostensibles » pour que les « communautés » puissent « cohabiter », dicit la commission Stasi à l'origine de la loi de 2004 ...), et ciblant les musulmans, des dispositions prises contre le voile à l'école dans le cadre de la V<sup>e</sup> République non laïque, celles-ci ont été et sont massivement respectées par les jeunes filles, et les soulèvements annoncés n'ont jamais eu lieu.

Pourquoi ? Parce que la grande majorité d'entre elles peut ainsi s'en débarrasser à l'école sans se fâcher ouvertement avec leurs surveillants et surveillantes familiaux et religieux ! Parce que le courant de fond dominant, malgré le tam-tam tout aussi dominant des protecteurs paternalistes comme des adversaires dominateurs des « jeunes filles voilées », dans les masses d'origine musulmane, va vers l'émancipation envers les pratiques religieuses, et notamment de celles qui prétendent vêtir les femmes, et cela des deux côtés de la Méditerranée. L'école publique, le collège public, le lycée public, sont donc pour la grande majorité d'entre elles, malgré leurs limites, un cadre « protecteur » - du moins tant que leurs professeurs « islamophobes » ne se font pas trancher la gorge ...

Cette évidence massive, sera sans doute perçue comme un propos « islamophobe » par toute une couche de militants formés à l'idéologie dominante des deux dernières décennies, ce qui permet de

mesurer leur éloignement paternaliste envers des couches sociales dont ils osent prétendre préserver la « parole » alors qu'ils contribuent à les étouffer. En criant « mais écoutez donc les femmes voilées », c'est-à-dire les militantes médiatiques du voile « émancipé », ils font exactement ce que Victor Hugo reprochait aux catholiques bonapartistes et conservateurs au temps de la loi Falloux : « ils forgent une chaîne, et ils l'appellent liberté ».

### Les « Réveils ».

Non seulement les mouvements islamistes, mais plus largement les mouvements de réislamisation de trois ou quatre dernières décennies, ne sont en rien des mouvements anti-impérialistes, anticolonialistes ou anticapitalistes, mais, dans leur modernité réelle, ils reproduisent bien des traits qui, à l'origine, ont été ceux des « réveils » protestants en Amérique et en Angleterre, après l'épuisement des millénarismes religieux révolutionnaires et leur succédant, en réaction à la sécularisation des sociétés au début du XVIII<sup>e</sup> siècle : Jonathan Edwards en Nouvelle-Angleterre, John Wesley en Angleterre, et bien d'autres, promurent alors le « réveil » religieux, réactivation des pratiques, rigueur morale et contrôle familial et social sévère, aspect émotionnel, confession « libératrice » des péchés en public faisant du converti une vedette, et, déjà, promotion de la « parole des femmes » vantant leur propre soumission à l'ordre divin, social et marital. De « réveils » en « réveils », de plus en plus réactionnaires et de plus en plus adaptés aux procédés médiatiques et marchands, divergeant totalement d'une autre partie des protestantismes dits libéraux, ces courants aboutissent aux évangélismes et pentecôtismes contemporains dont l'importance est décisive notamment aux États-Unis et au Brésil, et qui, pour ce qui est des fantasmes antiscientifiques par exemple, n'ont rien à envier aux islamistes.

La similarité avec les mouvements de réislamisation est double : structurellement, il s'agit de mouvements qui prétendent rénover les personnes en préservant, en confortant, l'ordre social (le *born again* sera un entrepreneur ou un travailleur salarié assidu et dévoué), et les couches sociales converties à ce qu'elle étaient censées déjà être sans l'assumer vraiment, devenues de « vrais chrétiens » ou de « vrais musulmans », sont souvent pauvres, prolétariennes ou petites-bourgeoises, tout en étant à la remorque de prédicateurs issus des « classes moyennes » dont les plus doués, ou ceux qui réussissent le mieux, sont des entrepreneurs en « spiritualité ». Ce sont là des traits de mouvements religieux réactionnaires de masse à l'époque du capitalisme dominant, et il est remarquable que la soi-disant « religion des opprimés » fantasmée par certains se soit, de fait, si bien mise à l'école, dans les méthodes employées, de ce qui avait émergé dans les premiers centres de l'impérialisme financier.

Il est à noter que l'évolution de l'Église catholique, rempart de la contre-révolution et de la réaction tout au long du XIX<sup>e</sup> et du premier XX<sup>e</sup> siècle en Europe et dans les colonies, a tourné différemment dans le second XX<sup>e</sup> siècle et depuis, même si certains secteurs catholiques, du côté de Civitas et de la Manif pour tous, ont des traits comparables. Mais l'aggiornamento de Vatican II, la théologie de la libération en Amérique latine, l'arrivée à la tête de la Curie d'un représentant du courant centriste formé pour lui faire, à l'origine, barrage, de la théologie « en faveur des pauvres », et l'aveu d'une situation de crise ouverte, constituent un autre développement historique que ce dont il est question ici, malgré des points communs – question que je ne développerai pas ici. Observons simplement ici qu'une très grande partie de la base sociale des communautés évangéliques de base (et du PT, de la CUT et du MST) au Brésil, est passé sous les gouvernements Lula puis Rouseff aux églises pentecôtistes et évangéliques, et à Bolsonaro.

Certains camarades, en tout cas, s'insurgeront sans doute à l'idée que l'on puisse comparer ainsi les bases trumpiste et bolsonariste avec les « musulmans opprimés », considérés comme une minorité opprimée à l'échelle mondiale, surtout en « Occident », et singulièrement en France. Faisons-leur remarquer que l'ensemble des soulèvements sociaux, et ils sont nombreux, dans les pays à majorités musulmanes, depuis 1989, se sont produits au mieux indépendamment, et en fait malgré, la domination islamique, et ont toujours vu (y compris dans les régimes « nationalistes arabes » et, bien entendu, en Turquie) des forces religieuses les combattre. La « religion des opprimés » a à voir avec leur oppression et quand ils luttent pour leur émancipation, ils ne s'en saisissent pas.

### **Réalité de l'islamophobie.**

Mais qu'en est-il de cette oppression dont l'islam serait la victime ?

En laissant de côté le cas où des régimes à religion d'État musulmane persécutent les musulmans, ce qui est le cas de tous, il y a aussi, incontestablement, trois États importants dans lesquels, par millions et millions, ils sont discriminés, violentés, menacés : l'Inde, le Myanmar en relation avec la question nationale Rohingya, la Thaïlande en relation avec la question nationale Karen. Et une très grande puissance, centrale dans l'ordre mondial actuel, où plusieurs religions sont persécutées dont l'islam, en relation surtout avec la question nationale Ouïghour : la Chine. Dans ces quatre cas très importants, on peut parler de persécutions des musulmans, et en ce sens d'islamophobie massive.

Viennent ensuite les attaques menées contre l'islam en tant que tel dans les discours de la droite religieuse nord-américaine, les théories sur le « choc des civilisations » et les tweets de Trump, en même temps grand allié de Mohamed Ben Salomon.

Dans les pays européens, le racisme, et non l'islamophobie, est courant. Bien sûr, ce racisme envers les « arabes » au sens large a toujours comporté un héritage religieux chrétien, et la peur de l'islamisme assimilé à l'islam – car quelles pires « caricatures du prophète » peut-on imaginer que les chefs islamistes éructant leurs appels à la mort ? – peut nourrir ce racisme.

Aujourd'hui, en France, au lendemain de l'assassinat de Samuel Paty accusé d'islamophobie, nous avons deux choses.

Nous avons un pouvoir exécutif qui, avant cet assassinat, avait proclamé lutter contre le « séparatisme », visant les habitants de certains quartiers soupçonnés d'être gagnés à l'« islam radical ». Le but légal poursuivi est antidémocratique : il menace la loi de 1905 en ce qu'il vise à instaurer un « islam de France », mélangeant religion et État, et il menace la loi de 1901 sur la liberté d'association, sans que tout cela n'apporte aucune efficacité renforcée à la protection dont les habitants des dits quartiers, les petites filles que l'on voile, les enseignants de l'école publique, ont besoin envers les menaces de l'extrême-droite islamiste. Dans la poursuite de ce but, l'exécutif de la V<sup>e</sup> République a des alliés parmi les dignitaires musulmans, et d'ailleurs, rappelons-le, A. Sefrioui à présent sous les verrous, rencontrait Sarkozy en 2003, pour le même but : un « islam de France ».

Deuxième chose, nous avons des faits racistes, sans qu'il soit certain qu'il y ait eu recrudescence les jours suivant le 16 octobre, qui s'en prennent à des personnes sur des critères phénotypiques (noirs et basanés), et vestimentaires (dont le voile fait partie), ainsi que sur des soupçons sur leurs pays ou quartiers d'origine. Il s'agit là du racisme le plus tristement classique.

Ce que nous n'avons pas, c'est une vague de persécution d'État visant l'islam en tant que tel. Non pas que cela ne pourrait pas se produire dans telle ou telle configuration politique, mais prétendre, comme on l'entend régulièrement à l'extrême-gauche après chaque massacre et crime islamiste, que les « pogroms antimusulmans » vont commencer, voire ont déjà commencé, en France, est une affirmation triplement irresponsable.

Et d'un, parce qu'elle exprime une sorte de désir malsain que cela se produise, car cela « devrait » se produire, n'est-ce pas, désir malsain qui s'apparente à la fièvre apocalyptique caractéristique de l'époque que nous vivons.

Et de deux, parce qu'elle occulte la véritable question du racisme tout en faisant passer l'un des principaux États impérialistes démocratique-bourgeois du monde, pour le cœur d'une persécution imaginaire, pendant que les musulmans sont torturés et tués dans les véritables États islamophobes, ce dont nos donneurs de leçons n'ont strictement rien à faire.

Et de trois parce qu'elle laisse croire que l'antisémitisme, de son côté, n'existerait plus, alors qu'il est à l'œuvre des deux côtés : du côté des islamistes, chez qui il joue un rôle central, et du côté des racistes, chez qui les Juifs, sous divers pseudonymes ou non, sont les chefs occultes qui organisent le grand remplacement des blancs occidentaux par les africains.

#### **Sur une idéologie en fait dominante.**

Pour terminer ces réflexions, quelques mots sur la manière dont s'est formé, non pas l'islamisme, mais l'idéologie dominante dans une génération de l'extrême-gauche actuelle, capable de remplacer à ce point le monde réel par des fantasmes.

Très sommairement, je dirai que nous avons là, à la base, une substitution. Substitut au campisme qui, bon an mal an, pensait que le bloc soviétique était une conquête face à l'« impérialisme » ramené à l'« Occident », et substitut à une classe ouvrière organisée notamment par le « mouvement communiste » et qui n'est plus, ou plus guère (perte qui n'est nullement à l'origine des défaites sociales réelles subies, mais c'est là un autre sujet). La représentation d'une couche d'opprimés devant à tout prix être défendue, incarnée par « les musulmans », est venue se nicher là, et reproduit bien des traits du campisme.

Elle a d'autant plus de force qu'elle se nourrit d'un fond de charité chrétienne : les « musulmans » sont les pauvres – ce sont, y compris, les « pauvres d'esprit » ou « pauvres en esprit » de l'Évangile de Matthieu, et la figure de la jeune fille voilée, nouvelle Cosette imaginaire, illustre ce phénomène.

Dans la sphère théorique et rationalisée, deux facteurs renforcent la prégnance de cette idéologie dominante se croyant contestataire.

Un manque : la question de la démocratie, la question nationale, et la question laïque, sont trois carences historiques, reliées entre elles, des traditions théoriques du mouvement ouvrier, surtout révolutionnaire, du XX<sup>e</sup> siècle. En particulier, la compréhension théorique de la différence entre idéal laïque et réalité de l'État bourgeois (de la III<sup>e</sup> République déjà, à plus forte raison de la V<sup>e</sup>), héritée des organisations se voulant révolutionnaires, était très faible, lacunaire, au départ.

Le second facteur est, bien entendu, que ces manques ont été comblés.

En France, l'idéologie dominante selon laquelle la « laïcité » consiste dans la neutralité des fonctionnaires devant le marché des religions auquel peut être livrée la société civile, bien exposée dans les interprétations historiques biaisées des événements de 1905 que donne Jean Baubérot, alors que cette idéologie contredit la lettre et l'esprit de la loi de 1905, prévaut de Macron à l'extrême-gauche « anti-islamophobie ».

Pour Macron, dans son discours du 2 octobre, les interventions contre le « séparatisme », comme il le disait déjà un an avant à propos du « communautarisme » à *Valeurs actuelles*, ne relèvent pas de la laïcité mais de l'ordre public. Des interventions coercitives, concordataires, restent toujours possibles sur la base de cette idéologie dominante.

Par contre l'idée d'un État laïque protégeant la liberté de conscience, donc la liberté religieuse incluse, en ne reconnaissant aucun culte, susceptible d'intervenir pour protéger – les enfants, les malades, les mourants ...- des immixtions religieuses, est dans le cadre de ce mode de pensée le plus souvent incompréhensible.

Ce « baubérisme » ou « Baubérot-gauchisme », très répandu, est une version française d'un œcuménisme coutumier dans les pays anglo-saxons, où violences racistes et communautaires ne manquent pourtant pas.

Il forme l'arrière-fond d'autres constructions théoriques, ou de constructions verbales, beaucoup plus élaborées, qui, elles, ont servi de substitut à l'effondrement total de toute formation théorique révolutionnaire sérieuse. Marx, Engels, Bakounine, Lassalle, Jaurès, Lénine, Luxemburg, Trotsky, Connolly, et bien d'autres, font ici pâles figures, tout du moins quant au verbiage, par rapport aux *cultural* et *intersectionnal studies*. Il est vrai pourtant qu'à échelle « de masse », ces théories sont mal digérées et encore moins comprises (je ne rentrerai pas ici dans leur analyse : elles ne procèdent pas de l'histoire des idées révolutionnaires, mais de la pensée académique dominante depuis le nazi Heidegger jusqu'aux « déconstructeurs » à la Derrida), mais elles ont joué un rôle important, d'une part en sacralisant l'emploi de quelques termes, d'autre part en cautionnant le rejet de tout universalisme et donc de toute aspiration réelle à l'égalité humaine, rejet théorique explicite bien souvent.

Les mots magiques, mots-fétiches, que sont « intersectionnalité », « islamophobie » encore, et « personnes racisées », jouent un rôle important en ce qu'ils véhiculent, souvent à l'insu de celles ou de ceux qui les manient en pensant parler une langue révolutionnaire, des conceptions contre-révolutionnaires.

« **Intersectionnalité** » a surtout pour effet de faire paraître très instruit qui l'emploie. Au sens propre, c'est une expression qui enfonce une porte ouverte : les oppressions, de classe, de sexe, de « race » peuvent se cumuler. Mais – et cela sans doute déjà chez Kimberley Crenshaw, une étude serait ici nécessaire – le maniement du supposé « concept » ne consiste pas tant dans l'analyse du cumul des oppressions, que dans l'incitation au choix de celle qu'il faudrait combattre en priorité, celle de classe étant jugée non décisive ou non première (on a là la critique facile d'une certain marxisme classique : ce n'est en effet pas l'exploitation de classe qui spécifie la société capitaliste, mais bien le rapport social capitaliste qui y donne forme à tous les autres rapports sociaux, ce que K. Crenshaw laisse bien entendu de côté ou ignore).

« **Personnes racisées** » est a priori une expression qui veut dire exactement la même chose que « personnes victimes du racisme ». Mais pourquoi alors faudrait-il absolument parler cette nouvelle langue, en dehors de l'effet de mode ? C'est qu'il y a bel et bien une doctrine derrière la novlangue. Quand on parlait de personnes victimes du racisme, on inférait que les « races » biologiques n'existent pas, et que l'oppression raciste consistait à opprimer des groupes qualifiés ainsi. Quand on parle de « personnes racisées », on sous-entend consciemment ou non que ces personnes se sont vues conférer une « race » par leurs « raciseurs » : donc les races existent. Oh, certes, elles ne sont pas « biologiques » mais « sociales », sauf que c'est absolument secondaire ici : elles existent, comme des essences qui marquent les personnes en tant que telles, qu'elles le veulent ou non. De manière sophistiquée, la notion de « race » est ainsi ré-instituée, non seulement pour les « personnes racisées », mais pour ceux qui les « racisent » : les « blancs », qui, par essence, ne peuvent pas être « racisés » et qui, toujours par essence, « racisent » qu'ils le veulent ou non. C'est bel et bien, dans une rhétorique initialement construite en s'appuyant sur le sentiment d'injustice contre le racisme, une structuration ... raciste, de l'humanité, qui est ici suggérée, et qui récuse fort logiquement tout universalisme et par là tout égalitarisme.

Dans la construction idéologique qui s'étaye très fortement sur la construction linguistique que nous avons là, l'antiracisme démocratique, anticolonialiste, lié à la lutte des classes des exploités et à la lutte féministe, est implicitement liquidé. Implicitement lorsque l'on continue, dans une transition linguistique trompeuse, à expliquer que l' « islamophobie » serait un « racisme » dirigé contre « les musulmans ». Explicitement lorsque, allant au bout de la démarche, est proclamée la disparition du racisme d'antan, remplacé par le fait de « *viser des personnes au nom de leur foi* » (appel à la manifestation de novembre 2019, qui appelait encore cela un « racisme ») Pour cela aussi existe déjà une expression : persécution religieuse. Celle-là même que subissent les musulmans en Inde, Chine, Myanmar, Thaïlande, et qui n'a jamais été la préoccupation des pourfendeurs d'islamophobie.

Si le racisme est remplacé par l'humiliation de personnes au nom de leur foi (et c'est bien ainsi, n'est-ce pas, que pas mal de camarades se représentent ceux qui ont provoqué le massacre de l'islamophobe Samuel Paty ?), on voit aussi que la notion d'islamophobie peut être élargie : **nous n'avons plus de racisme, mais uniquement la persécution « laïcarde » des religions en général !** Quel cadeau à l'oppression ! Il fallait y penser !

Dans ce glissement, les positions laïques, en utilisant bien entendu leur confusion avec la défense de l'État existant appelé « la République », et les références à la laïcité faites par des racistes, deviennent le cœur de ce qui a remplacé le « racisme » d'antan.

Nous avons là **une *Weltanschauung* (vision du monde)** au sens idéologique, se substituant à l'analyse toujours remise sur l'établi, du monde existant pour le transformer : de fait, force est de constater que cela fait déjà quelques années que les « laïcards » sont, beaucoup plus que les racistes, les fascistes, le FN-RN, l'objet des représentations agressives de pas mal de petits camarades, qu'il ne faut hélas pas gratter beaucoup pour constater qu'ils ont une représentation fort ... phénotypique du « laïcard », éventuellement « blanc », sorte de beauf à la Cabu – alors que Cabu a été assassiné, lui aussi, pour crime prétendu d'islamophobie.

Ce qui rend la discussion difficile est que nous avons laissé se structurer une vision du monde à laquelle certains tiennent, ayant peur de perdre leur propre « essence » de militants révolutionnaires si on leur démontre qu'elle ne correspond pas aux faits et ne consiste pas en concepts théoriques opératoires, mais

en mots-fétiches. Cela conduit logiquement à se fâcher puisque nos camarades croient déjà savoir que la contradiction faite à leur vision du monde ne peut pas venir d'une argumentation elle-même ancrée dans les luttes révolutionnaires, mais de l'essence de créatures marquées par leur nature forcément dominatrice, « laïcarde », voire « blanche », etc. L'essentialisation est le fil conducteur, et donc, logiquement, mettre en discussion la *Weltanschauung* est intimement vécu comme un danger identitaire.

Ces conceptions sont en outre extrêmement dangereuses car exposées à la séduction des théories du type PIR, dont le jeu avec l'antisémitisme et l'idée d'exterminer les militants ouvriers et démocratiques « blancs » n'est rien d'autre qu'un flirt avec la vision nazie du monde et de l'humanité – je ne développe pas, on pourrait bien y revenir.

Faire sauter un bloc idéologique qui s'est niché dans les esprits d'une génération militante ayant eu le malheur, dont elle n'est **nullement responsable**, de se former et de se déformer dans la période comprise entre la chute de l'URSS et l'effondrement de 2020, n'est sans doute pas une mince affaire, mais nous avons déjà l'habitude de désagréger des fétiches.

Par exemple, cela est pénible pour des camarades de s'entendre dire que le Rojava, c'est surtout un morceau d'appareil d'État et que les foyers insurrectionnels avec des populations auto-organisées, c'était plutôt Deraa, Alep ou Idlib. Cet exemple a l'intérêt de montrer qu'une position révolutionnaire indépendante est libre de préjugés : en l'occurrence, elle conduit à soutenir, par rapport aux zones tenues par Bachar et par rapport au Rojava, les zones les plus « islamiques » et où interviennent pas mal d'islamistes, car c'est là que l'État en place a été renversé par les masses.

Nous ne devons pas être mus par des catégories essentialisées, mais par les luttes réelles dans le monde réel.

VP, 27/10/20.